



## Revue internationale d'éducation de Sèvres

40 | décembre 2005  
L'éducation dans le monde

---

### Maroc

Études de cas

Abdennasser Naji

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/1350>  
DOI : 10.4000/ries.1350  
ISSN : 2261-4265

#### Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005  
Pagination : 134-136  
ISSN : 1254-4590

#### Référence électronique

Abdennasser Naji, « Maroc », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 40 | décembre 2005, mis en ligne le 10 avril 2012, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1350> ; DOI : 10.4000/ries.1350

---

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Tous droits réservés

---

# Maroc

## Études de cas

Abdennasser Naji

---

- 1 La grande nouveauté au Maroc, ces dernières années, est la mise en place de la *Charte nationale de l'éducation et de la formation*. C'est le référentiel de tous les acteurs éducatifs à tous les niveaux. Elle énonce les fondements constants du système d'éducation et de formation, ses grandes finalités et les droits et devoirs des différents partenaires. Elle définit en outre six espaces de rénovation comprenant dix-neuf leviers de changement présentés sous forme de propositions pratiques accompagnées des voies et délais de leur mise en œuvre. La période 2000-2009 a été déclarée « décennie nationale de l'éducation et de la formation » et ce secteur une priorité nationale.

## Des évolutions contrastées

- 2 Malgré les avancées réalisées, force est de constater qu'un long chemin reste à parcourir avant de concrétiser les objectifs de la *Charte*.
- 3 La décentralisation du système et la déconcentration des décisions sont matérialisées par les académies régionales de l'éducation et de la formation (établissements publics dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière) et les conseils des universités. Fraîchement instaurées, ces instances tardent à bien démarrer par défaut de préparation des acteurs, manque de moyens et absence d'un véritable système de management couplé à des mécanismes d'évaluation et de suivi.
- 4 Un progrès sensible est enregistré au niveau de la généralisation de la scolarisation. Le taux de scolarisation des enfants âgés de six à onze ans est passé de 79 % en 1999-2000 à 92,2 % en 2003-2004 ; le taux d'accroissement annuel moyen des effectifs scolarisés est de l'ordre de 3,8 %, celui de la capacité d'accueil globale est de 2,8 % ; le taux d'accroissement annuel moyen de bacheliers est de 4 %). Mais cela s'est fait souvent au détriment de la qualité. Quelques indicateurs et les résultats de la participation du Maroc à quelques tests internationaux le prouvent : le taux de survie en 5<sup>e</sup> année est de 83,7 %, on compte 17 % de redoublants dans le secondaire, le taux brut de scolarisation dans le 2<sup>e</sup> cycle du

secondaire est de 28 %, le Maroc est classé avant-dernier à la fois au test TIMSS 2003 et à l'étude PIRLS 2001.

- 5 Un effort a été entrepris au niveau de la réforme pédagogique à tous les niveaux de l'enseignement : renouvellement des programmes, nouvelle démarche d'élaboration du manuel scolaire, pédagogie universitaire (instauration du système LMD et du système modulaire). Ces efforts, pour louables qu'ils soient, souffrent de quelques lacunes qui les empêchent de porter leurs fruits : manque de matériels didactiques adéquats, manque d'ordinateurs (l'objectif étant d'atteindre en 2008 le ratio moyen d'un ordinateur pour quarante élèves), déficit de formation continue, infrastructures inadéquates, ...
- 6 Le personnel enseignant a bénéficié d'une revalorisation assez importante de la part de l'État qui a révisé à la hausse ses salaires. Cependant, cette belle initiative en faveur des ressources humaines n'a pas été accompagnée de mesures susceptibles d'améliorer la qualité de l'enseignement puisqu'elle a privilégié les critères d'ancienneté au détriment des critères de rentabilité.

## Suffit-il d'accroître les dépenses ?

- 7 Au Maroc, le système éducatif est organisé en deux secteurs public et privé. L'enseignement scolaire public accueille 95 % des effectifs scolarisés.
- 8 Les dépenses publiques d'éducation sont élevées (5,2 % du PIB) mais sont en régression (- 16 % de 1998 à 2001) et le coût unitaire par élève ne dépasse pas 200 Euros au primaire. Le ratio élèves/enseignant est acceptable d'après les chiffres officiels (28/1 dans le primaire) mais force est de constater que, dans la réalité, ce chiffre peut aller au-delà de 50/1 à cause du mauvais déploiement des ressources humaines. La majeure partie des dépenses est absorbée par les salaires des enseignants (93 %), ce qui ne laisse qu'une part infime aux autres dépenses, y compris l'investissement.
- 9 Les mesures consistant à accroître les dépenses pour fournir des ressources didactiques, réduire la taille des classes et améliorer la formation des enseignants et les installations scolaires gagnent à être prises. Si la rentabilité éducative dépend d'un grand nombre de facteurs dont certains difficiles, voire impossibles à maîtriser, il n'en demeure pas moins que d'autres facteurs sont maintenant clairement identifiés. Beaucoup d'études ont démontré en effet l'incidence des dépenses sur la qualité de l'éducation, surtout dans les pays dits en développement. Il est clair actuellement qu'un minimum de l'arsenal éducatif doit être garanti pour espérer un rendement éducatif décent. Cependant, l'origine sociale de l'élève et le niveau de vie de sa famille contribuent considérablement à biaiser ce résultat. Ce qui explique, entre autres, la corrélation quelques fois faible entre le niveau des dépenses pour l'éducation et la rentabilité scolaire. Mais d'autres paramètres entrent également en jeu tels que :
  - le *management* des ressources humaines, pilier essentiel du système dont dépend sa réussite ; mal formées, incomplètement impliquées, ou insuffisamment motivées, elles sont capables d'anéantir les effets des dépenses aussi importantes soit-elles ;
  - la réallocation des ressources par degré d'enseignement : en redéfinissant les priorités de façon à tirer le meilleur profit de tous les niveaux de l'enseignement, en privilégiant une approche systémique traitant le système éducatif comme un tout indissociable visant le développement d'un capital humain performant et conscient de ses responsabilités ;

- l'alignement des curricula sur les exigences du développement : se préoccuper en premier lieu de développer des compétences au service du développement humain durable ;
  - la planification stratégique et les plans d'actions : avoir une vision claire, la concrétiser par un plan stratégique définissant sans ambiguïté les objectifs à atteindre puis matérialiser l'ensemble dans un plan d'actions ; le travail méthodique est garant de la transparence et de l'optimisation des dépenses ;
  - l'amélioration des processus pédagogique et administratif : le bon rendement éducatif est tributaire d'un bon apprentissage qui ne peut se faire sans investir dans le processus pédagogique ; le processus administratif est un allié incontournable qui renforce le pédagogique par une gestion efficace de l'école et de son environnement ;
  - le renforcement et la réforme des systèmes d'évaluation et de suivi sans lesquels on ne peut prendre des décisions fiables assurant la bonne utilisation des ressources.
- 10 Le Maroc fournit des efforts sur le plan financier pour améliorer la qualité de son système éducatif mais l'impact sur les résultats reste relativement faible à cause de plusieurs facteurs, internes et externes au système éducatif. Ces paramètres sont nombreux mais les plus importants sont d'ordre humain et relèvent de deux catégories essentielles : la formation et la gestion.
- 

## INDEX

**Index géographique :** Maroc

## AUTEUR

**ABDENNASSER NAJI**

Inspecteur pédagogique, président de l'association marocaine pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement.